



Le PTP entre en phase finale à la suite de l'approbation du TPA par le Congrès

Le vote sur la clôture ayant passé (60 voix pour et 37 voix contre) le 23 juin, l'adoption finale du projet de loi du mandat pour la promotion des échanges commerciaux (TPA) pris seul ne faisait pas l'ombre d'un doute puisque les règlements du Sénat des États-Unis n'exigent que 51 voix après la clôture pour approuver le projet de loi du TPA.

Le projet de loi a finalement été adopté le 24 juin avec 60 voix pour et 38 voix contre et a ensuite été envoyé directement au président Barack Obama aux fins de signature.

Les négociateurs du Partenariat transpacifique (PTP) attendaient l'adoption du TPA des États-Unis pour reprendre leurs négociations. En effet, les pourparlers étaient interrompus depuis la dernière rencontre des négociateurs en chef, à Guam, alors que le débat sur le projet de loi sur le commerce commençait à s'intensifier au Congrès des États-Unis. Maintenant que le TPA est adopté, les négociateurs devraient reprendre leurs activités dans les jours à venir. Des sources bien informées prévoient la tenue de nombreuses réunions techniques avant la conférence ministérielle finale tant attendue entre les 12 pays pour conclure les pourparlers.

Le représentant pour le commerce des États-Unis, Michael Froman, a souligné la semaine dernière que les États-Unis et d'autres pays du PTP allaient d'abord s'entretenir de manière bilatérale ou en petits groupes afin de continuer de préciser les questions toujours en suspens dans les jours à venir. « Et puis quand le moment sera opportun et que nous croirons que nous sommes prêts à conclure les pourparlers, nous convoquerons les négociateurs en chef et les ministres afin de résoudre les questions les plus difficiles, soit celles qui requièrent des orientations politiques », a-t-il ajouté.

Même si la fin semble proche, les États-Unis doivent toujours régler quelques problèmes dans leurs

négociations bilatérales avec le Japon. Plusieurs croient que les deux puissances du PTP tiendront une rencontre de nature politique ultérieurement pour achever leurs discussions avant la conférence ministérielle d'envergure qui inclura les 12 pays. Cependant, à l'heure actuelle, aucune date n'a été soumise pour une rencontre entre M. Froman et le ministre japonais responsable du PTP, Akira Amari. Cela étant dit, M. Amari a déclaré à la presse japonaise la semaine dernière qu'il prévoyait la tenue d'une conférence ministérielle entre les 12 pays du PTP en juillet et qu'il croyait que le groupe pourrait possiblement parvenir à un accord de principe à ce moment.

Selon des sources japonaises de l'industrie, l'ancien ministre de l'Agriculture, Koya Nishikawa, qui a dirigé les législateurs du parti libéral-démocrate (Japon) sur le PTP, a souligné que les pays du PTP avaient initialement planifié une conférence ministérielle durant la semaine du 26 juin, si la Chambre des représentants des États-Unis avait adopté le TPA lors de la première tentative. M. Nishikawa a ajouté que le plan est maintenant de tenir la rencontre ministérielle vers la mi-juillet, ce qui est considéré par plusieurs comme un peu trop ambitieux étant donné les questions encore en suspens.

Le programme de travail de l'OMC en péril

Il est très peu probable qu'un accord sur le programme de travail de l'après-Bali soit conclu d'ici la fin juillet puisque les Membres de l'OMC n'ont été en mesure de faire progresser de façon considérable aucun secteur important de négociation – l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les services. Le cas de l'agriculture, qui est vu comme un préalable à tout avancement dans les autres groupes de négociation, est révélateur. En effet, les discussions s'y rapportant ont été décrites comme extrêmement difficiles.

La question du soutien interne est le plus gros problème. Les Membres attendent que la Chine et les États-Unis dégagent un consensus sur la manière dont ils prévoient réduire leurs subventions afin de pouvoir aller de l'avant. Puisque les

discussions n'ont mené nulle part dernièrement, le Canada et l'Australie ont présenté conjointement un document sur la manière dont les Membres pourraient traiter la question en fournissant une variété de solutions techniques qui pourraient être évaluées pour faire avancer les négociations sur le soutien interne.

La réduction de l'écart entre les niveaux consolidés et les niveaux appliqués dans le soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE) pourrait être une avenue possible à explorer dans l'objectif de trouver un terrain d'entente entre les États-Unis, l'UE, la Chine et l'Inde relativement au soutien interne et de diriger les pourparlers vers l'accès aux marchés.

Le document montre un écart important entre le plus récent soutien total ayant des effets de distorsion des échanges rapporté par l'UE, la Chine, l'Inde et le Brésil et les limites actuelles établies en vertu de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC. L'écart estimé pour les États-Unis est de 46 milliards \$ US alors que celui de la Chine se situe à 142 milliards \$.

Les deux pays sont au cœur du débat sur le soutien interne, étant donné que les États-Unis refusent d'aller de l'avant si rien n'est fait pour limiter le SGEDE de la Chine. La Chine, de son côté, refuse de faire quoi que ce soit, déclarant qu'elle a apporté suffisamment de changements lorsqu'elle s'est jointe à l'OMC en 2001.

« Il y a systématiquement des écarts importants, ou des excédents de consolidation, entre les taux rapportés de soutien interne total ayant des effets de distorsion des échanges de la Chine et des États-Unis et leurs limites actuelles. Il est prévu que ces écarts grandiront dans le futur », souligne-t-on dans les conclusions du document.

« Au moins d'un point de vue technique, cet excédent de consolidation important et constant signifie qu'il est possible de trouver un terrain d'entente sur le SGEDE qui satisfait aux politiques actuelles à court ou à moyen terme, tout en améliorant les disciplines sur le soutien interne du Cycle d'Uruguay », ont souligné le Canada et l'Australie, suggérant que « même un résultat sur le SGEDE recalibré

de manière considérable serait un important pas en avant pour soumettre à des disciplines le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, comparativement aux disciplines actuelles de l'Accord sur l'agriculture. »

Accès aux marchés

Dans le domaine de l'accès aux marchés, il semble que tous les pays clés traditionnels ayant des intérêts offensifs soient disparus des discussions, en partie en raison des nombreux accords de libre-échange qui se négocient à l'extérieur de l'OMC. Lors des dernières consultations de l'ambassadeur Adank à ce sujet, certains Membres ont demandé une flexibilité complète, alors que d'autres ont réclamé un résultat substantiel.

L'ambassadeur Adank a récemment soumis aux Membres trois options à évaluer :

- A. Utiliser une version modifiée de la formule étagée de 2008, comprenant des réductions différentes et possiblement des fourchettes différentes;
- B. Appliquer la formule étagée, y compris des dispositions de réduction moyenne maximum et minimum, puis utiliser ce résultat comme point de départ pour l'application d'une réduction tarifaire moyenne globale;
- C. Appliquer la formule étagée, y compris des dispositions de réduction moyenne maximum et minimum, puis utiliser ce résultat comme point de départ pour l'application d'une réduction moyenne des lignes tarifaires.

Certains fonctionnaires très au fait des négociations ont dit que l'option C semblait être la plus populaire au sein des délégués, alors que l'option B était perçue comme la plus ambitieuse des trois. De nombreux pays, y compris l'UE et la Norvège, croient que l'option A ne fonctionnerait pas.

On s'attend à ce que les pourparlers s'intensifient ce mois-ci. Cependant, certains observateurs s'attendent à ce que les négociations se poursuivent cet automne jusqu'à la 10^e Conférence ministérielle à Nairobi, moment auquel le Programme de Doha pour le développement sera sérieusement en péril si aucun accord n'est conclu.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

